

Kabyles, huile d'olive, drapeau noir

Un animateur accessoire d'une radio périphérique «monologue» le 6 avril à la salle de cinéma El-Djamel de Chlef. «Monologue» ? L'affreux vocable. Ne rappelle-t-il pas la nature du discours politique actuel ?

C'est l'occasion pour l'aspirant frotte-manche de taper la chitta à reluire. C'est lors d'un meeting de soutien au gagnant-d'avance animé par un ex-ministre, Rachid Boukerzaza, par ailleurs rodé aux appareils du FLN et à ses satellites au point d'en acquérir un instinct de phénix.

Déjà, le décor est planté. Les acteurs sont campés. L'humoriste qui ne fait rire personne ose ce gargouillis : «Les Arabes comptent 1,5 million de choudhada et les Kabyles 1,5 million de litres d'huile d'olive.»

Si la pelure se voyait, elle n'oserait pas égratigner l'oignon ! Comme une balle tirée de travers, l'insulte ne vise pas les Kabyles, mais bien l'humour. Elle se retourne, en fait, contre celui qui la profère. Quand on n'a rien à dire, l'art consiste à se taire.

Manifestement, on a à faire à quelqu'un qui ignore ce b.a.ba.

Cherchez la trouvaille dans son magma, rien, nada ! Dénichez-y le trait d'esprit, ulac, niet ! Détectez-en la finesse, walou, nein ! Les gros sabots ! On ne l'oserait pas, ce truc, même pas comme plaisanterie ! Lui, il en fait un trait d'humour dans un monologue censé apporter du soutien à Bouteflika.

Pauvre monologue !

Desproges disait qu'on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui ! Le problème, dans ce cas précis, c'est que ce n'est pas risible. Peut-on rire de ce qui n'est pas risible ? Non, pas même avec n'importe qui. En l'occurrence, il s'agit bien de n'importe qui.

Au-delà de l'aspect factuel, inintéressant, de cette affaire, on ne peut faire l'impasse sur les questions sérieuses qu'elle soulève.

Cet animateur de douar, ce théâtréux de mechta, semble être le prototype idéal pour répéter comme un vulgaire perroquet qui ne comprend même pas ce qu'il répète, ce que colportent les préjugés populaires en la matière.

Associer les Kabyles à l'huile d'olive, c'est du racisme de base, qui consiste à particulariser une catégorie de la population par une caractéristique culinaire avec une intention dépréciative plus que prononcée. Le hic, c'est que l'histrion prend pour une trouvaille un lieu commun discriminatoire jamais combattu, et même favorisé, par le climat ambiant.

Dans cette petite boutique des horreurs où les artisans de la division entreposent plein d'objets contondants, le malheureux animateur a puisé le plus mauvais exemple qui soit. Si la lutte de libération nationale est, comme son nom l'indique, nationale, et comme en témoigne sa réalité aussi, ce n'est bien sûr enlever de mérite à personne que de rappeler à l'intention de ce révisionnisme rentier que la Wilaya 3, qui

englobait le territoire des Kabyles, totalisait à elle seul les trois quarts du nombre de maquisards de toute l'Algérie.

En dépit du dispositif militaire de l'armée française plus important que partout ailleurs dans le pays, la wilaya était tellement sécurisée qu'on a pu y tenir le congrès de la Soummam le 20 août 1956, ce qui n'était possible nulle part.

Encore une fois, ce n'est pas à ce bougre dont l'irresponsabilité est proportionnelle à l'ignorance, qu'il faut s'en prendre mais à ce laxisme xénophobe qui fait passer les énormités de ce genre pour une banalité.

Le RCD a eu raison de lui demander de venir s'expliquer devant la justice. Le RCD a fait mouche, à n'en pas douter ! On n'aurait pas compris que le pouvoir convoque le ban et l'arrière-ban de ses seconds couteaux pour le flinguer. Motif : le drapeau noir hissé sur son siège en signe de deuil. Outre le tsunami de propos injurieux tenus par les plus hautes autorités, on a eu droit à une expédition punitive dans la pure tradition des virées style Ku Klux Klan. Il ne manquait, il est vrai, que les torches enflammées. Une vingtaine de voitures, dit-on, bourrées de furibonds, ont fait une descente à El-Biar pour arracher le drapeau noir.

Bien entendu si, comme le prétendent ceux que l'opposition gêne, le fait de hisser un drapeau noir est un acte illégal, pourquoi laisse-t-on des «passants» l'arracher. Pourquoi n'avoir pas envoyé la force publique ? Ces zaâma militants

arracheurs de drapeau noir ne sont-ils pas dans l'illégalité à agir de la sorte ?

Le débat est byzantin. La politique est l'art de la symbolique poussé jusqu'à l'expression la plus forte. De ce point de vue, le RCD a trouvé le symbole qui frappe. Sinon, les autres n'auraient pas été à cran au point de perdre la mesure. Car enfin, à quoi donc correspondent ces cris d'orfraie poussés par les vierges effarouchées. On traite de traîtres ceux qui ont prôné l'abstentionnisme. Dans quel débat sommes-nous donc ? Traîtres ! Rien que ça ! C'est ça, la politique !

On veut mener le RCD en justice pour cause d'atteinte à je ne sais quoi. Les épigones de près et de loin s'agitent de leurs gestes vengeurs. Leur rêve : que le RCD cesse d'exister ! Si on laisse faire ça, c'est qu'il ne reste rien dans ce pays...

Rendons aux choses leurs justes proportions. Les mêmes qui s'excitent aujourd'hui parce qu'un parti d'opposition a hissé en signe de protestation un drapeau noir n'avaient rien trouvé à redire jadis quand le FIS, maître de 80% des communes, dégommaït du fronton des mairies les appellations officielles pour y substituer celles de municipalités islamiques.

Les mêmes n'ont rien trouvé à redire lorsque un Madani Mezrag éructait ses grosses plaisanteries contre l'Etat algérien. Les mêmes ne trouvent rien à redire à cette atteinte aux symboles de l'Etat et de la nation algérienne que sont la liberté de circulation de crimi-



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

nels dont les mains sont tachées du sang des soldats, des policiers et des civils qui ont sauvé le pays au prix de leur vie lorsqu'il était à deux doigts de basculer dans l'irrationnel.

A quelques jours de l'anniversaire du Printemps berbère de 1980 et du Printemps noir de 2001, il est triste de voir comment par la perfide propagande, par une insémination de venin, on en vient à diaboliser des mouvements citoyens et démocratiques, porteurs en tout cas des idées d'ouverture qui auraient pu nous épargner l'autocratie.

A. M.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

RÉVÉLATIONS SUR LA CIA

Obama sous un feu croisé de critiques

Après la publication jeudi de notes internes révélant les méthodes d'interrogatoire de l'ère Bush, l'administration Obama se retrouve sous le feu croisé de critiques de la part d'associations de droits de l'homme et de conservateurs mécontents. «Nous n'utiliserons plus ces techniques à l'avenir. Mais nous défendrons absolument ceux qui se sont conformés à ces notes internes et ces directives», a expliqué Dennis Blair, le directeur du renseignement américain (DNI) de Barack Obama, dans un communiqué. Le président lui-même a affirmé que les agents de la CIA chargés des interrogatoires «ont fait leur devoir». Il n'en fallait pas plus pour irriter les associations de droits de l'homme qui réclament des comptes depuis des mois.

«Le département de la justice semble offrir un sauf conduit de sortie de prison à des individus qui, selon le ministre de la Justice Eric Holder lui-même, étaient impliqués dans des actes de torture», s'insurge le directeur exécutif d'Amnesty International Larry Cox. L'un des porte-parole de l'organisation, Daniel Gorevan, a assuré à l'AFP qu'Amnesty espère toujours des poursuites. Le Center for Constitutional Rights (CCR) estime que «c'est une des plus grandes déceptions de cette administration qui semble réticente à faire respecter la loi là où des crimes ont été



commis par d'anciens responsables». Par ailleurs, l'Association américaine de défense des libertés publiques (ACLU) a qualifié d'«intenable la position du président Obama sur l'absence de poursuites. «Appliquer les lois du pays ne devrait pas être une décision politique», ajoute l'ACLU dans un communiqué. De leur côté, les anciens du camp Bush n'épargnent pas M. Obama, mais pour des raisons bien différentes. Deux hauts

responsables de l'ancienne administration ont dénoncé vendredi la publication des notes internes, affirmant qu'elle informe les terroristes et affaiblit l'espionnage américain. «La publication de ces notes n'était pas nécessaire en termes de droit et n'est pas saine en termes de politique», affirment l'ancien directeur de la CIA, le général Michael Hayden, et l'ancien ministre de la Justice Michael Mukasey, dans le *Wall Street*

Journal. «Avec la révélation de ces techniques, les terroristes sont assurés d'être informés des limites absolues à l'intérieur desquelles les Etats-Unis agissent pour obtenir des informations. Ils peuvent donc adapter leur entraînement et affaiblir l'efficacité de ces techniques», ajoutent-ils. «Nul besoin d'un analyste du renseignement pour se rendre compte que livrer à Al-Qaïda les techniques exactes utilisées lors d'un interrogatoire est une bien mauvaise idée», a estimé pour sa part le sénateur républicain Christopher Bond, de la commission du renseignement.

Côté démocrate au contraire, le représentant Jerrold Nadler qui préside la commission sur la Constitution, les droits et libertés civiles, s'est félicité de la décision du président Obama. Mais M. Nadler a appelé à une enquête indépendante, avant d'ajouter : «Cette enquête ne doit pas être une chasse à la sorcière». Quatre notes internes secrètes rédigées pour la CIA par des avocats du département de la justice en 2002 et 2005, détaillant les techniques d'interrogatoire utilisées pendant l'ère de George W. Bush, ont été publiées jeudi. Ces techniques comprenaient notamment, privation de sommeil, exposition à des températures extrêmes, maintien dans des positions inconfortables ou encore recours à des insectes pour impressionner les prisonniers.